

L'énergie

Que nous a révélé le ministre des Finances (M. Turner) au sujet de la situation qui existe au Canada? Ses propos figurent au hansard du 23 octobre. Il a prétendu que les perspectives de l'économie en 1973 et 1974 se devaient être très prometteuses. Il n'est pas prêt à dire que le changement dans la situation mondiale pourrait avoir des répercussions sur l'économie canadienne. Il n'est pas prêt à se demander quelles pourraient être ces répercussions au Canada. Il n'essaie pas de dire que la politique monétaire et fiscale actuelle et la politique des taux de change sont appropriées étant donné la situation qui existe maintenant partout dans le monde en matière d'énergie.

Je soutiens que les Canadiens veulent savoir quelle est l'attitude du gouvernement au sujet des répercussions de la pénurie d'énergie sur l'embauche, sur l'inflation, et sur la croissance économique. Je crois de plus que la raison pour laquelle le gouvernement ne veut rien dire sur le sujet, ne tient pas à faire de déclaration au sujet de la situation au pays aujourd'hui, est l'état actuel de l'économie canadienne. Nous avons au Canada, en dépit du fait que le ministre des Finances soutienne constamment que nous fonctionnons à pleine capacité, un taux de chômage de 5.8 p. 100, le plus élevé de tous les pays industrialisés. Nous voyons qu'aux États-Unis les gens sont très inquiets parce que la crise de l'énergie dans ce pays pourrait y faire monter le taux de chômage jusqu'à 6 p. 100. Le gouvernement commence à croire que ce taux de chômage de 6 p. 100 est normal.

● (2010)

Nous voyons que d'autres pays ont déclaré penser que la crise de l'énergie aurait certaines conséquences sur leur chômage. Mais que nous apporte le gouvernement canadien? Ses membres ont peur et ne veulent pas dire quelle conséquence la crise de l'énergie aura ici.

Voyez la situation inflationniste, monsieur l'Orateur. Actuellement, deux pays seulement ont un taux d'accroissement de l'inflation plus élevé qu'au Canada—la Grèce et le Japon. Quel effet se fera sentir sur notre taux d'inflation? Voilà ce qui préoccupe grandement tous les Canadiens. Ils veulent tous savoir quelles conséquences la nouvelle conjoncture énergétique aura sur les prix dans notre pays.

Que dire de la croissance de l'économie? Nous nous trouvons dans la situation vraiment incroyable où un budget a été présenté en février dernier pour stimuler la croissance économique. Qu'est-il donc arrivé? Au cours de chaque trimestre depuis que ce budget a été présenté, le taux d'expansion économique a diminué. En fait, pendant le troisième trimestre de cette année, la croissance du produit national brut a été bien inférieure à 1 p. 100, bien que le budget devait avoir l'effet d'un stimulant.

Je me suis souvent demandé pourquoi le rendement de l'économie canadienne était si bas. Je crois avoir découvert la réponse. Si vous demandez au ministre des Finances pourquoi nous avons de plus en plus cette tendance à l'inflation—comme je l'ai déjà dit, le troisième taux d'augmentation de tous les pays du monde—il répond que cela ne fait rien, car si vous vous reportez à six mois en arrière, vous découvrirez que le taux d'inflation ailleurs était plus élevé, si bien que vous n'avez pas besoin de vous inquiéter de cette tendance. Lorsque nous insistons sur le fait qu'il n'y a pas d'expansion réelle dans l'économie, il répond qu'au cours du premier trimestre elle était remarquable.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement ne veut tenir compte d'aucune tendance pour concevoir une politique économique. Il ne veut pas prévoir l'avenir. Il regarde

toujours en arrière. Or, lorsque les Canadiens demandent quelle sera la conséquence de la crise de l'énergie sur l'économie, les ministériels ne veulent toujours pas prévoir l'avenir car ils en sont incapables. Ils ont peur de le faire.

Au cours du présent débat sur l'énergie mondiale, le Canada est le seul pays dont un ministre responsable de l'économie n'ait pas fait une déclaration sur les répercussions des problèmes énergétiques. Aux États-Unis, le secrétaire au Trésor a fait une déclaration selon laquelle les répercussions éventuelles de la crise dans ce pays pourraient être une réduction de 2 p. 100 du taux de croissance du produit national brut, une augmentation du chômage qui pourrait atteindre 6 p. 100, une hausse des prix d'encre 1 p. 100, une certaine réduction des dépenses à la consommation et des capitaux de placement. En Allemagne de l'Ouest, le porte-parole en matières économiques a prononcé une déclaration analogue sur les répercussions de la crise de l'énergie dans ce pays. En Grande-Bretagne, le chancelier de l'Échiquier a décrit quelles pourraient en être les répercussions sur l'économie britannique et a exposé les mesures envisagées pour y faire face.

M. Drury: Regardez ce qui est arrivé à la livre sterling.

M. Gillies: Même le secrétaire iranien des Finances a exposé ce qui allait se produire dans son pays. Actuellement, au Canada, la question principale est de savoir ce qu'il va advenir de notre économie au cours du prochain trimestre. Le chômage va-t-il augmenter? L'inflation va-t-elle empirer? Notre croissance économique va-t-elle se ralentir encore plus? Mais le gouvernement canadien ne nous a rien dit.

Il est totalement irresponsable de la part du gouvernement de ne pas dire ce qu'il pense des répercussions de ces modifications de la situation énergétique. Ne rien inclure dans leurs déclarations sur l'énergie au sujet des répercussions possibles sur l'emploi, sur les prix et sur notre économie en général, constitue pour le premier ministre (M. Trudeau) et pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) le comble de l'irresponsabilité.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Avant que le Parlement ajourne pour Noël, il incombe au gouvernement de dire quelles seront, d'après lui, les répercussions de la crise de l'énergie sur l'économie canadienne. Je n'insisterai jamais assez, monsieur l'Orateur, sur le fait que ce qui inquiète les Canadiens, lorsqu'ils parlent d'énergie, ce sont les répercussions que la crise pourrait avoir sur leur emploi. Les Canadiens savent que l'on prévoit une diminution du produit national brut aux États-Unis, une diminution de l'activité économique au Japon, et dans les pays européens. Que signifie tout cela pour le Canada?

La raison pour laquelle le gouvernement rate son coup et doit être renversé, est qu'il ne veut pas établir le lien entre la situation internationale des ressources énergétiques d'une part et la politique économique canadienne d'autre part. Le gouvernement est totalement insouciant, car il ne le fait pas.

Une voix: Parlez de l'énergie au Canada.